



HAL
open science

De la “politique littéraire” à la littérature sans politique ? Des relations entre champs littéraire et politique en France

Vincent Dubois

► **To cite this version:**

Vincent Dubois. De la “politique littéraire” à la littérature sans politique ? Des relations entre champs littéraire et politique en France. 2010. halshs-00498022

HAL Id: halshs-00498022

<https://shs.hal.science/halshs-00498022v1>

Preprint submitted on 6 Jul 2010

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

De la politique littéraire à la littérature sans politique ?

Des relations entre champs littéraire et politique en France¹

Vincent Dubois
Université de Strasbourg (Institut d'études politiques) et Institut universitaire de France,
GSPE-PRISME (UMR 7012)
MISHA, 5, Allée du Général Rouvillois CS 50008 F-67083 Strasbourg cedex France
vincent.dubois@misha.fr

L'ancienneté et l'intensité du rôle politique de la littérature et, plus généralement, des liens entre littérature et politique marquent l'histoire politique et culturelle française. Ce rôle a nourri et nourrit encore, d'importants débats : agiter une telle question fournit aux écrivains l'occasion non seulement de prendre position sur les conditions et les modalités légitimes de l'engagement littéraire en politique, mais aussi de dire ce que doit être la politique, ce qu'est ou ce que doit être un écrivain, et partant de se situer par rapport aux pairs et concurrents dans les jeux et enjeux internes au champ littéraire. Quel est le rôle politique de l'écrivain ? Cette question renvoie en effet inmanquablement à dérouler le fil des interrogations sur la définition de la littérature, sa fonction ou encore sur les (bonnes) raisons d'écrire.

Sans doute faut-il prendre en compte ces débats littéraires mais aussi s'en déprendre, en tout cas si l'on veut comme c'est le cas ici aborder le problème des rapports entre littérature et politique sous un angle historique et sociologique, c'est-à-dire à partir des relations et pratiques réelles pour mieux saisir les conceptions auxquelles elles peuvent être associées. Partons pour ce faire partir d'une idée simple. Les liens entre littérature et politique en France apparaissent effectivement forts et anciens : pensons à la « politique littéraire » de la période révolutionnaire dont parle Tocqueville, puis aux abondants exemples du rôle politique des écrivains, au moment de l'Affaire Dreyfus ou encore après la seconde guerre mondiale puis dans le sillage des contestations de Mai-68. L'opposition politique entre la droite et la gauche constitue ainsi un principe de division du champ littéraire, de l'entre-deux-guerres à la fin des années 1970². Rapportée à cette tradition, la période contemporaine semble plutôt marquée par le retrait des écrivains de la sphère politique. Quelles sont les conditions conduisant à lier politique et littérature ? Sous quelles formes ces liens se manifestent-ils ? Comment à

¹ Ce texte reprend les éléments de la conférence présentée au Frankreich Zentrum le 8 septembre 2009.

² Gisèle Sapiro, « De l'usage des catégories de droite et de gauche dans le champ littéraire », *Sociétés & représentations*, 11, 2001, p. 19-53.

l'inverse prendre la mesure exacte d'un possible retrait hors politique de la littérature ? Quelles en sont les raisons et les manifestations ? N'y a-t-il pas une dimension politique des productions littéraires au-delà de leur contenu manifeste ? Partant une littérature apolitique est-elle possible ? Telles sont les questions qui guideront notre réflexion.

Politique et littérature, une tradition française

Littérature nationale et genèse de l'Etat

Comprendre les modes d'expression politique implique de saisir les cadres dans lesquels ils se déploient et donc de les rapporter à leur construction historique, c'est-à-dire à la genèse de l'Etat. Dans le cas français, l'ancienneté et la forte unification de l'Etat-nation doivent beaucoup à l'association d'un processus de concentration étatique et d'un processus d'unification et de centralisation culturelles. « La » langue française ne préexiste pas à l'Etat français dont elle est en quelque sorte le produit, résultant de siècles de codification, d'imposition légale et d'inculcation. Elle contribue en retour à la légitimation de l'Etat comme cadre politique : la correspondance entre la communauté des locuteurs et la communauté politique fait apparaître comme « naturelle » la structuration institutionnelle unifiée et centralisée du pouvoir étatique. On peut en un sens faire une remarque analogue à propos de la littérature « nationale » qui, sans même présenter un contenu propice à l'édification du sentiment national ou de la grandeur de l'Etat, contribue par son existence même à accréditer l'évidence du cadre stato-national.

Sans doute la création de l'Académie française en 1635 constitue-t-elle l'une des manifestations les plus nettes de l'association de ces processus historiques. Institution créée sous l'égide de l'Etat, elle marque en même temps une étape importante du processus d'autonomisation du champ littéraire³. Institution littéraire, elle se caractérise en même temps par la présence d'hommes d'Eglise et d'hommes d'Etat. On y discute littérature, mais c'est également le lieu légitime de définition des bons usages linguistiques. C'est au final la matérialisation et la structure d'encadrement des relations entre politique et littérature,

³ Alain Viala, *Naissance de l'écrivain. Sociologie de la littérature à l'âge classique*, Paris, Minuit, 1985 ; Pierre Bourdieu, *Les Règles de l'art. Genèse et structure du champ littéraire*, Paris, Seuil, 1992.

favorisant la double centralisation dans la capitale du pouvoir politique et du pouvoir littéraire.

Le politique, le littéraire et la représentation de l'universel

L'établissement précoce de liens de ce type n'est sans doute pas étranger à une caractéristique constituée historiquement de l'intellectuel « à la française », dont les écrivains constituent une figure centrale : l'intervention dans le débat public et la prétention à y incarner des valeurs universelles⁴. La « politique littéraire » : cette expression utilisée dans le titre de cette contribution est empruntée à Alexis de Tocqueville qui, dans *L'Ancien régime et la révolution*, entendait désigner par là le rôle politique propre aux littérateurs français. En substance, il s'agit moins, selon Tocqueville, d'une présence dans les pratiques de gouvernement, à la manière des conseillers du prince, que d'une intervention dans un débat volontiers abstrait sur les principes devant y présider. C'était là, selon Tocqueville, une des origines de la « dérive » utopique d'une politique révolutionnaire en quête de pureté conceptuelle, au risque de l'extrémisme ; c'est en tout cas une manifestation fondatrice dans la manière d'articuler littérature et politique.

On la retrouve de différentes manières dans les principales figures de l'histoire littéraire de la période contemporaine. On se contentera d'en rappeler quelques exemples célèbres. Victor Hugo s'est illustré dans l'opposition au second Empire au nom d'une définition haute de la politique ; il est devenu pour cette raison un emblème de la III^e République qui en a pris la suite. C'est au nom de la défense de valeurs universelles contre les pouvoirs institués, ceux de l'argent, de l'Eglise et de l'Etat, que les grands représentants de l'art « libre », Baudelaire ou Flaubert, ont imposé la spécificité de la littérature comme discours, et partant la liberté de l'écrivain à s'affranchir du commun. La conquête de cette autonomie ne conduit pas au retrait hors du monde (politique) ; elle définit en revanche une manière spécifique d'y intervenir. Non seulement comme auxiliaire des partis et des pouvoirs, mais aussi et surtout *au nom* de cette autonomie et des valeurs universelles qu'elle permet de prétendre représenter. L'invention de l'« intellectuel », dont l'affaire Dreyfus constitue une étape décisive, prend sens dans cette histoire. Et si les écrivains partagent avec d'autres artistes ou des savants cette

⁴ Christophe Charle, *Naissance des « intellectuels »*, Paris, Minuit, 1990 ; Louis Pinto, « La vocation de l'universel. La formation de la représentation de l'intellectuel vers 1900 », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1984, 55, p. 23-32

qualification, ils constituent une part numériquement et symboliquement (que l'on pense à Emile Zola) dominante de ce qui est depuis lors constitué en groupe social. Cette double prétention autonomiste et universaliste et la tension qu'elle génère dans les relations des écrivains à des organisations politiques marquent l'histoire ultérieure des rapports entre littérature et politique, d'André Malraux à Jean-Paul Sartre et au-delà.

La politisation de la littérature

Mais comment au juste se définit le caractère « politique » de la littérature ? Il faut pour le comprendre considérer la littérature et la politique non pas comme des concepts, mais comme des espaces de positions, de relations et de pratiques, structurés par les rapports de forces internes entre des agents qui luttent, entre autres, pour imposer la définition de ce que doivent être la littérature ou la politique. Il faut autrement dit analyser les champs littéraire et politique et les rapports entre ces deux champs.

Revenons un instant sur la question de l'autonomie du champ littéraire, question complexe qu'on ne peut traiter ici que dans des termes (très) simplifiés⁵. Cette autonomie, toujours partielle, procède de ce que les écrivains et autres agents du champ littéraire comme les critiques et les éditeurs aient peu à peu constitué la littérature comme domaine d'activité spécifique, différencié des autres en le dotant entre autres de règles, d'enjeux et de modes de consécration spécifiques (comme les prix littéraires). Cette autonomisation atténue les contraintes externes sur l'activité littéraire ou les rend au moins plus indirectes : la censure se fait plus discrète, et on juge une œuvre davantage pour ses qualités proprement littéraires que pour sa conformité à un dogme religieux ou à des intérêts politiques. L'autonomisation place ainsi les déterminations de l'activité littéraire à l'intérieur même du champ littéraire : quand bien même ils se pensent comme « libres », les écrivains demeurent contraints, mais cette fois par les logiques internes qui les conduisent par exemple à se démarquer stylistiquement les uns des autres, à jouer le jeu de l'affiliation à des courants littéraires, à ajuster leur production à l'état du champ littéraire et à la position qu'ils y occupent, *etc.* Dès lors que l'autonomie devient la « règle de l'art » littéraire, la prétention à la reconnaissance comme écrivain, qui ne peut dans une telle configuration qu'être accordée par les pairs, implique d'ajuster ses pratiques à cette exigence d'autonomie, et donc à mettre à distance, en pratique ou au moins

⁵ Voir à ce propos, dans une perspective de comparaison franco-allemande Joseph Jurt, « Autonomie ou hétéronomie : le champ littéraire en France et en Allemagne », *Regards sociologiques*, 1992, p. 3-16.

par dénégalion, tout ce qui peut la contrarier. Comme plus largement dans le champ culturel, il faut ainsi congédier la figure honnie de l'art « commercial » par lequel on désigne les productions ajustées à des fins économiques, c'est-à-dire extérieures aux logiques propres du champ culturel, en même temps que mettre à distance toute forme d'art « officiel », d'église, de parti ou d'Etat.

Compte tenu de l'histoire brièvement esquissée précédemment, la question du rapport au politique est dans cette perspective plus complexe. Si les prises de positions politiques des écrivains exposent *a priori* au risque de l'hétéronomie (orienter la littérature selon d'autres logiques que spécifiquement littéraires), elles peuvent cependant être revendiquées comme un élément constitutif du rôle de l'écrivain, et de sa position même au sein du champ littéraire. On peut, pour illustrer cette proposition, commencer par établir à gros traits une typologie des attitudes politiques des écrivains⁶. La première consiste, au nom d'une conception « pure » de « l'art pour l'art » à se tenir à l'écart de toute préoccupation politique, que ce soit dans le contenu des œuvres ou dans les activités extralittéraires de leur auteur. Cela se traduit dans le choix des sujets (dégagés des enjeux du moment), dans le style (comme la recherche formelle, c'est-à-dire orientée vers des enjeux spécifiquement internes au champ littéraire, quand les principaux lecteurs sont eux-mêmes auteurs), comme dans l'absence de toute activité qui pourrait révéler un engagement politique : signature de pétition, tribune sur des sujets d'actualité dans la presse, déclarations publiques de soutien à une cause par exemple.

L'opposé symétrique de ce premier type d'attitude correspond à ce qui serait un artiste (écrivain) officiel ou de parti, se mettant et mettant son œuvre au service d'un gouvernement ou d'une organisation politique. La production littéraire n'est alors que le médium de diffusion d'un message que l'écrivain met en forme plus qu'il ne le conçoit. On en a trouvé une réalisation dans le réalisme socialiste en Union soviétique. Mais si des écrivains reconnus ont pu tenter d'accéder à l'existence sociale en contournant *via* des organisations politiques les circuits proprement littéraires de consécration et de diffusion qui leur étaient fermés, ce cas de figure reste très marginal dans l'histoire littéraire française où, par exemple, il n'y a jamais vraiment eu d'écrivains officiels (malgré l'important rôle culturel de l'Etat) ni

⁶ Pour une analyse beaucoup plus détaillée et nuancée qu'on ne peut le faire ici, voir Gisèle Sapiro, « Forms of politicization in the French literary field », *Theory and society*, 32, 2003, p. 633-652 ; « Modèles d'intervention politique des intellectuels. Le cas français », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2009, 176-177, p. 8-31.

de réalisme socialiste (malgré celui du Parti communiste)⁷. Louis Aragon, par exemple, est *d'abord* un écrivain reconnu comme tel, qui met au service du Parti communiste le capital symbolique acquis *comme écrivain*, sans donc qu'il puisse être réduit à l'illustrateur littéraire de « la ligne du parti ». Encore faudrait-il préciser que sa position de ce point de vue évolue au gré des reconfigurations politiques et littéraires⁸. On peut, de l'autre côté de l'échiquier politique, faire un constat analogue à propos d'André Malraux, qui acquiert la reconnaissance littéraire en même temps qu'il s'engage publiquement comme intellectuel « libre » dans l'entre-deux-guerres, puis met son crédit en même temps que ses compétences intellectuelles et oratoires au service de l'entreprise gaulliste, au sein du Rassemblement du peuple français (RPF, le parti du général de Gaulle) après la seconde guerre mondiale, puis comme premier ministre des Affaires culturelles lors du retour de de Gaulle au pouvoir, de 1959 à 1969.

On se rapproche en fait avec ces deux exemples du troisième type de rapport littéraire au politique, qui correspond à la logique de l'engagement intellectuel rappelée précédemment. Celui-ci tente d'échapper à l'alternative du repli puriste et de l'inféodation partisane, en inscrivant l'activité politique dans la logique et la continuité de l'activité littéraire. En tant qu'« inventeur » ou au moins représentant historiquement décisif de cette politique littéraire, Zola en constitue la figure quasi éponyme. Il ne s'agit pas dans ce cas de faire de la littérature d'un point de vue politique. Il s'agit en revanche d'accéder à la parole publique et d'obtenir la légitimité à intervenir dans le débat public grâce à la reconnaissance préalablement acquise comme écrivain, voire au nom de cette reconnaissance même. C'est de cette manière que la contradiction entre l'autonomie de l'écrivain (et du champ littéraire) et son engagement politique peut être résolue : l'autonomie est dans ce cas une *condition* de l'engagement public puisque ce n'est que grâce à elle que peut s'obtenir la reconnaissance en tant qu'écrivain qui constitue le préalable à la légitimité de sa parole publique. Car pour que des écrivains (et plus largement les intellectuels) puissent prétendre parler de politique en invoquant des causes et des valeurs (universelles), il leur faut auparavant en acquérir le droit dans leur travail d'écrivain et sa reconnaissance. Qu'une activité littéraire reconnue permette de défendre les idéaux de liberté ou de justice n'a certes rien d'évident, mais c'est précisément le produit, en partie spécifique à la France, de l'histoire littéraire et politique évoquée plus haut.

⁷ Ioana Popa, « Le réalisme socialiste, un produit d'exportation politico-littéraire », *Sociétés et représentations*, 15, 2002, p. 261-292.

⁸ Philippe Olivera, « Le sens du jeu. Aragon entre littérature et politique (1958-1968) », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1996, 111-112, p. 76-84.

Reste alors à spécifier sinon les orientations au moins les formes que peut revêtir cette politique littéraire, et leur mode d'articulation. On se contentera de quelques indications à ce propos. Elle peut concerner le contenu même de la production littéraire⁹, comme *L'insurgé* de Jules Vallès à propos de la Commune. Elle peut consister en la publication d'ouvrages qui ont un statut particulier dans l'œuvre de l'auteur, un témoignage ou un essai pour un romancier par exemple. Encore cela ne vaut-il pas nécessairement engagement politique *stricto sensu*, comme le montre André Gide en dénonçant le colonialisme dans son *Voyage au Congo* sans pour autant s'exprimer politiquement par ailleurs. Les prises de positions publiques, pétitions, articles de presse, interviews, conférences, participation à des mobilisations collectives et soutiens divers comptent parmi les principales autres modalités pratiques de cette politique littéraire. Rapporté aux caractéristiques des auteurs et à l'état des rapports de force au sein des champs littéraire et politique, leur agencement offre une première manière de se repérer dans les manières de faire de la politique en littérature.

Si ce premier repérage est nécessaire, il n'épuise cependant pas la question de savoir comment la littérature devient politique. Il faut ici encore sortir du contenu manifeste des œuvres ou des intentions explicites de leur auteur pour le saisir, ce qu'on peut faire de deux manières principales.

Le sens politique d'une œuvre ne se comprend tout d'abord qu'en contexte. C'est en effet la situation politique et littéraire qui confère ou non sa charge politique à la production littéraire. Sans doute le meilleur exemple de ces logiques historiques de politisation est-il donné par la vie littéraire française pendant la seconde guerre mondiale telle que l'a étudiée Gisèle Sapiro¹⁰. On y trouve des collaborateurs et des résistants qui les uns et les autres associent explicitement leur activité littéraire à leur position politique, Brasillach ou Céline en publiant dans la presse collaborationniste, Aragon, Eluard ou Druon s'engageant dans la résistance tout en continuant à écrire tandis que d'autres, comme René Char, arrêtent de publier pendant l'occupation allemande. Tout cela est important et bien connu, mais en rester là conduirait à oublier que les caractéristiques de la période confèrent à *toute* attitude littéraire un sens politique. Qu'ils le veuillent ou non et quoiqu'ils fassent, les écrivains sont alors rattrapés par

⁹ Gisèle Sapiro, « Pour une approche sociologique des relations entre littérature et idéologie », *CONTEXTES* [En ligne], 2, 2007.

¹⁰ Gisèle Sapiro, *La Guerre des écrivains, 1940-1944*, Paris, Fayard, 1999.

la politique, car dans un tel contexte la recherche formelle et le retrait hors du monde sont, par le refus de considérer la réalité politique, encore une manière de se situer politiquement.

L'hypothèse de la « surpolitisation » formulée par Gisèle Sapiro ne s'applique par définition qu'à des configurations bien particulières, comme par exemple les crises politiques ; mais elle invite plus généralement à s'intéresser à l'effet des configurations historiques sur les conditions de politisation de la littérature. Car ces effets sont loin d'être prévisibles et univoques. Dans son enquête sur les écrivains français en Mai 1968, Boris Gobille montre ainsi que la situation de crise affecte la valeur des marqueurs politiques dans le champ littéraire. Elle fragilise la position dominante de groupes qui, comme *Tel Quel*, sont ralliés à l'orthodoxie du PCF, relégitime au contraire des avant-gardes sur le déclin, comme le surréalisme, et favorise la création d'un nouveau pôle d'avant-garde plus en phase avec les mots d'ordre de créativité profane et spontanée¹¹. Il montre ainsi comment la politisation de la littérature, même en temps de crise, ne saurait se comprendre en la référant *seulement* aux enjeux du champ politique du moment, mais s'inscrit inévitablement dans les enjeux internes au champ littéraire, associant même prise de positions politiques et défense des intérêts professionnels¹².

S'il faut donc prendre en considération le « contexte historique »¹³ pour comprendre les conditions de politisation de la production littéraire, il faut également décentrer le regard et ne pas le porter exclusivement sur les auteurs et leurs œuvres, mais aussi sur les modes de diffusion et de réception de la littérature. Roger Chartier a montré que la diffusion de textes mineurs a sans doute beaucoup plus fait pour la désacralisation de l'Ancien régime et le déclenchement de la Révolution française que les œuvres maîtresses de la philosophie des Lumières¹⁴. Les modes de diffusion peuvent *en eux-mêmes* constituer des conditions déterminantes de la politisation. C'est ce que révèle par exemple Ioana Popa dans son étude des traductions françaises d'œuvres des pays du bloc soviétique¹⁵. Les caractéristiques des

¹¹ Boris Gobille, « Les mobilisations de l'avant-garde littéraire française en mai 1968. Capital politique, capital littéraire et conjoncture de crise », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, dossier « Le capital militant (2). Crises politiques et reconversions : Mai 68 », n°158, juin 2005, pp.30-53.

¹² Boris Gobille, *Crise politique et incertitude : régimes de problématisation et logiques de mobilisation des écrivains en mai 1968*, thèse de doctorat, Paris, EHESS, 2003.

¹³ Ce qu'en toute rigueur on devrait plutôt désigner comme l'état à un moment donné des rapports entre champs politique et littéraire en fonction des rapports internes à chacun de ces deux champs.

¹⁴ Roger Chartier, *Les origines culturelles de la Révolution française*, Paris, Seuil, 1990.

¹⁵ Ioana Popa, *La Politique extérieure de la littérature. Une sociologie de la traduction des littératures d'Europe de l'Est (1947-1989)*, thèse de doctorat, Paris, EHESS, 2004.

maisons d'édition, en particulier, contribuent à orienter la réception, politique ou non, des ouvrages qu'elle publie.

Car c'est aussi dans la réception par les lecteurs que se construit le sens politique des œuvres. On le voit dans les réceptions et critiques, dont le décalage dans le temps montre bien que c'est la lecture autant que le contenu de l'œuvre qui est (ou non) « politisée ». Le cas de Paul Nizan étudié par Bernard Pudal donne un très bon exemple d'une politisation « retardée », si l'on peut dire¹⁶. La politisation se joue aussi dans les lectures « ordinaires », c'est-à-dire celle du commun des lecteurs, en dehors des écrivains et autres commentateurs professionnels. Rien par exemple ne laisse présager le caractère politique des romans policiers. Ce genre a bien été investi dans les années 1970 par des auteurs, souvent militants de gauche, qui y ont indirectement importé leurs préoccupations sociales et politiques dans ce qu'on appelle le néo-polar, on y reviendra¹⁷. Mais ce sont aussi les lecteurs qui, même sans connotations explicitement politiques des romans, contribuent à les politiser en les appréhendant comme des manières de critiquer l'injustice sociale ou les abus des pouvoirs établis¹⁸. Faire la sociologie de la politisation de la littérature implique dès lors de faire également une sociologie de la réception politique (et, si l'on peut dire, politisante) de la littérature.

Une littérature dépolitisée ?

C'est en ayant tout cela en tête que l'on peut, en sens inverse, s'interroger sur les conditions et les limites de la dépolitisation de la littérature dans la période contemporaine. On reviendra pour ce faire sur les transformations récentes des champs politique, littéraire et intellectuel et les évolutions des relations qui s'établissent entre ces trois espaces.

Une forme d'« obligation littéraire » persiste en partie pour les hommes politiques français prétendant à occuper des fonctions nationales. On se souvient de François Mitterrand dont le portrait officiel le présentait devant une bibliothèque, un livre à la main, et qui évoquait

¹⁶ Bernard Pudal, « Paul Nizan : l'homme et ses doubles », *Mots* 32, 1992 ; « La seconde réception de Nizan (1960-1990) », *Cahiers de l'IHTP*, 26, 1994.

¹⁷ Annie Collovald, Erik Neveu, « Le “néo-polar” : du gauchisme politique au gauchisme littéraire », *Sociétés et Représentations*, 11, 2001.

¹⁸ Annie Collovald, Erik Neveu, *Lire le noir. Enquête sur les lecteurs de récits politiques*, Paris, Ed. de la BPI-Centre Pompidou, 2004.

volontiers son goût pour les éditions rares et les écrivains catholiques. Aujourd'hui encore, les prétendants aux plus hautes fonctions publient des livres ; certes souvent des témoignages, mémoires ou essais, rarement des romans, mais très souvent des biographies d'hommes politiques qui jouent sur les différents registres de l'identification politique, de l'histoire nationale et de l'écriture littéraire.

Cette persistance relative ne masque cependant pas une distanciation croissante entre les détenteurs de positions de pouvoir politique et le monde littéraire. Cette distanciation n'est pas nouvelle, et renvoie à un changement structurel dans le recrutement des élites politiques, engagé depuis les années 1960. Depuis lors une proportion croissante des détenteurs des fonctions les plus hautes est issue de ce qu'il est convenu d'appeler la filière technocratique du recrutement politique, c'est-à-dire des écoles du pouvoir (Ecole nationale d'administration en particulier) dont les diplômés intègrent rapidement les cabinets ministériels ou les appareils partisans avant d'occuper des fonctions dirigeantes. Cette évolution, qui touche indifféremment la droite et la gauche, relègue au second plan les formations plus classiques et littéraires, et génère de tout autres dispositions à l'égard de la littérature et du champ intellectuel de manière plus générale. A cela il convient d'ajouter, pour la période plus récente, la montée d'une forme d'anti-intellectualisme affiché comme tel, à la manière des néo-conservateurs américains. Certes il est encore mal porté en politique de se vanter qu'on n'a jamais lu aucun livre, et les déclarations demeurent célèbres du Président Sarkozy à propos de l'« inutilité » qu'il y a à connaître *La princesse de Clèves* ne sauraient à eux seuls valoir preuve d'une tendance générale. Mais que de tels propos soient désormais possibles révèle à soi seul l'éloignement global entre les sphères politique et littéraire.

On l'a dit, le champ littéraire ne peut être compris, tout particulièrement dans le cas français, qu'en le considérant au regard du champ intellectuel qu'il recoupe. Ce dernier a vu son centre de gravité se déplacer, singulièrement depuis les années 1980. Il était jusqu'à cette période constitué par des philosophes et des écrivains reconnus dans leurs domaines respectifs. Ces intellectuels « classiques » par leur formation et leur parcours, mais pas nécessairement loin s'en faut dans leurs prises de position, ont été de plus en plus concurrencés. La thématique de la « fin des idéologies », la montée du néo-libéralisme, l'influence croissante des media ont remis au second plan les intellectuels critiques, dont Sartre, Foucault et plus récemment Bourdieu ont constitué les figures emblématiques, mais aussi d'une certaine manière les intellectuels conservateurs de type traditionnel (c'est-à-dire ayant une formation classique et

une œuvre derrière eux). Car ces intellectuels « classiques » ont cédé du terrain face aux « experts », économistes ou chefs d'entreprises, conviés par les media à discourir sur la marche du monde, et cumulant des positions de pouvoir dans l'Etat, les entreprises ou les *think tanks* qui ont fait leur apparition dans les années 1980 et se sont fortement développés depuis lors. Ils ont aussi été concurrencés par une nouvelle génération d'intellectuels, souvent appelés péjorativement « intellectuels médiatiques »¹⁹. Ils se distinguent de leurs précédents (même s'ils campent volontiers la position des ancêtres illustres) par le fait d'avoir été reconnus et promus avant tout par les media. Cette reconnaissance et cette promotion ne succèdent pas à celles qui auraient été préalablement acquises dans le milieu littéraire ou intellectuel mais les remplacent et, en un mot, les court-circuitent. Ce sont ainsi à proprement parler des intellectuels sans œuvre, qui produisent des livres et des propos ajustés aux demandes des media qu'ils savent en retour parfaitement utiliser. Les prises de position politiques dans ce cas ne procèdent ni d'une connaissance accumulée dans la réflexion ou l'expérience, ni de l'autorité symbolique que confère la réalisation de travaux remarquables pour leur qualité, et donc pas du capital spécifique que confère le fonctionnement autonome des champs intellectuel et littéraire. Elles correspondent en revanche à une stratégie de coup médiatique ou à la satisfaction des attentes des media, autrement dit de logiques autres (hétéronomes) que celles des champs intellectuel et littéraire. S'il faut citer un exemple de ce type de trajectoire et de pratique, on pense évidemment à Bernard-Henri Lévy.

Ces évolutions des champs politique et intellectuel affectent inévitablement les conditions de politisation de la littérature et les modalités de l'engagement politique des écrivains. La pénétration croissante des logiques médiatiques (et, à travers elles, des logiques économiques) dans les différents domaines d'activité, y compris la littérature, a pu conduire à ce que les prises de positions politiques soient conçues sur le mode du scandale plus ou moins orchestré à des fins de promotion, suivant le principe selon lequel il vaut mieux que les medias parlent de soi (même en mal) plutôt qu'ils n'en parlent pas du tout. Ainsi Renaud Camus a-t-il attiré l'attention sur sa *Campagne de France. Journal 1994*, par des propos sur la supposée surreprésentation des juifs parmi les journalistes, propres à susciter réactions et polémiques en chaîne. Michel Houellebecq a de son côté fait parler de lui par ses propos jugés injurieux sur l'islam, qui prennent sens dans un positionnement politique plus généralement ambigu.

¹⁹ Louis Pinto, « La doxa intellectuelle », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 90, 1991, p. 95-103.

Une tendance plus importante et largement commentée consiste en un retrait explicite hors du politique, et plus largement des enjeux collectifs du moment. Ce retrait, parfois dénoncé par la critique (selon un mode somme toute assez classique des polémiques internes au champ littéraire) comme une preuve de l'incapacité de la littérature contemporaine à parler du monde qui nous entoure, peut prendre plusieurs formes. Celle de l'indifférence affichée, comme le fait par exemple Jean Echenoz, celle de la critique ou de l'ironie à l'égard des engagements passés, comme dans le cas d'Olivier Rollin, plus fréquemment dans ce qu'il est convenu d'appeler l'autofiction, cette appellation générique elle-même discutée regroupant les récits introspectifs plus qu'autobiographiques d'auteurs aussi différents que Christine Angot ou Annie Ernaux.

Il y a bien pourtant une dimension politique de la littérature française contemporaine, mais elle apparaît sous des formes indirectes, implicites ou par des voies détournées. *Truismes* qui a fait connaître Marie Darrieussecq peut difficilement être qualifié de livre « politique » mais n'en présente pas moins dans la deuxième partie des allusions appuyées au tournant sécuritaire et répressif de la politique française et à *Animal farm* de George Orwell. On l'évoquait précédemment, le néo-polar qui compte parmi ses auteurs nombre de militants de gauche reconvertis dans la littérature, constitue un genre dans lequel la référence politique peut être très explicite. Que l'on pense à Jean-Bernard Pouy et à la collection Le Poulpe qu'il a créée, à Jean-Patrick Manchette et son traitement du terrorisme dans *Nada*, ou encore à Didier Dæninckx. Son premier roman *Mort au premier tour* porte sur le meurtre d'un militant écologiste retrouvé sur le chantier d'une centrale nucléaire le lendemain des élections législatives, et Dæninckx revient régulièrement dans ses ouvrages ultérieurs sur des thèmes politiques comme la guerre d'Algérie, la colonisation, les compromissions des élites pendant la seconde guerre mondiale, etc. De manière plus ponctuelle, et avec de tout autres origines et logiques, de jeunes romanciers français ont récemment publié des romans où les questions politiques apparaissent sous la forme de paraboles (et plus du réalisme cru du roman policier) que permet cette fois la science fiction, comme *Technosmose* de Mathieu Terence ou *Amende honorable* de Julien Capron.

On ajoutera enfin qu'une forme de politisation littéraire apparaît à la faveur du (timide) retour des questions sociales dans la littérature. Des auteurs comme François Bon, Franck Magloire ou Marie Sonnet par exemple décrivent le monde ouvrier, le chômage, les luttes sociales, moins sur le mode ouvrieriste ou gauchiste des années 1960-70 que sur un mode proprement

littéraire, qui n'exclut pas par ailleurs une certaine proximité avec les sciences sociales (comme dans le cas de Marie Sonnet). C'est sans doute là, assez logiquement, que réside une part importante du potentiel politique de la littérature contemporaine : en des temps de crise économique et sociale et d'apathie du champ politique, les luttes sociales forment plus que jamais les bases possibles des processus de politisation.

Conclusion

Doit-on alors parler de dépolitisation de la littérature ? Du désengagement des écrivains ? Ce n'est, on le voit, pas si simple. On ne saurait en tout cas en accuser les auteurs, dont les responsabilités individuelles seraient en cause dans cet éventuel retrait politique. Les raisons en sont plutôt à chercher dans les transformations des conditions de production et de diffusion de la littérature, où la concentration de l'édition, le rôle croissant des grands media et en particulier de la télévision ou encore la concurrence accrue entre les auteurs ne favorisent pas nécessairement, loin s'en faut, la critique politique. Il faut également en chercher les raisons dans les transformations des conditions générales d'engagement politique, de politisation et d'énonciation du politique. Est-il si étonnant que les écrivains soient moins politisés à une époque où les différences en matière d'offre politique présentée par les partis se brouillent, et où les hommes politiques eux-mêmes mettent à distance dans leur vocabulaire, leur manière de se présenter et le contenu de leurs discours les signes de l'appartenance politique au profit de rhétoriques où se mêlent la « proximité » avec les citoyens, la « technicité » des réformes ou la « fatalité » des transformations économiques ? Il ne faut du reste pas conclure trop vite au retrait politique généralisé qu'ont pu diagnostiquer certains critiques littéraires. Sans doute faut-il prendre acte du déclin d'une forme de politisation littéraire, historiquement datée ; mais cela n'est pas antinomique, on l'a vu, de l'apparition de nouvelles formes de politisation.